

# Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone

## N°08 (du 20 au 27 février 2011)

### La crise politique

◆ **Marc Ravalomanana bloqué à Johannesburg.** La compagnie aérienne sud-africaine, invoquant un « *notam* » de l'aviation civile malgache, lui a signifié le refus d'embarquer. Un de ses collaborateurs a indiqué que d'autres possibilités de retour étaient à l'étude, notamment sur un vol privé. Son avocate affirme qu'elle en connaît la date, et que son client sera accompagné de Didier Ratsiraka. **Des dizaines de milliers de ses partisans se sont rassemblés en vain à proximité de l'aéroport d'Antananarivo et de ses accès**, dès les premières heures de la matinée du 19/02. Un leader de la mouvance Ravalomanana a incité la foule à passer la veillée sur place mais les forces de l'ordre ont donné l'ordre de dispersion. Les diplomates et les médias étrangers ont pu constater que l'opposition au régime demeure incontournable, quoique affaiblie. Son objectif de démonstration de force a été atteint. L'ancien président a déclaré vouloir protester auprès de Joachim Chissano et il a demandé à l'UA de mettre en œuvre les sanctions confirmées fin janvier par le Sommet de l'Organisation.

**Des observateurs se demandent si Marc Ravalomanana n'avait pas prévu que cette tentative serait vouée à l'échec.** Le général Ravalomanana (circonscription de gendarmerie) a qualifié la tentative de mise en scène politique réussie, organisée pour perturber le processus de sortie de crise et se placer en position de force pour tenter de négocier une modification de la feuille de route.

◆ **Andry Rajoelina et ses partisans font savoir que la signature ne peut plus attendre, alors que les trois mouvances réclament du temps pour renégocier.** Les observateurs notent que Marc Ravalomanana est diplomatiquement isolé et que la HAT sort gagnante de ce bras de fer, elle a fait la démonstration qu'elle exerce la réalité du pouvoir, même si elle ne doit pas faire comme s'il ne s'était rien passé. Pour le constitutionnaliste Jean-Eric Rakotoarisoa, ce vrai-faux retour « *est une manifestation beaucoup plus à usage externe qu'interne. [...] La communauté internationale commence à perdre patience. [...] C'est à force de faire traîner les négociations que Marc Ravalomanana a perdu ses avantages issus des négociations de Maputo et d'Addis-Abeba* ».

◆ **Leonardo Simão de retour. Sa feuille de route, révisée par Joaquim Chissano, n'est pas encore définitive mais il est impatient de conclure.** L'équipe de médiation poursuit ses consultations en vue d'aboutir à un niveau raisonnable de consensus mais « *ceux qui ne veulent pas suivre la négociation sont responsables de leur acte* » avertit le médiateur, qui prend note du fait que les mouvances Zafy et Ratsiraka auraient déclaré ne plus vouloir participer aux travaux. Une déclaration qui a provoqué de vives réactions des 3 mouvances pointées du doigt. « *C'est Leonardo Simão qui l'a dit. Il sera responsable des conséquences de sa déclaration. C'est lui qui pratique l'exclusion dans un processus censé être consensuel et inclusif* », a averti Ange Andrianarisoa, chef de délégation de la mouvance Ratsiraka. La mouvance Ravalomanana est également revenue à la charge : « *Nous nous demandons si c'est un vrai médiateur* », fustige Mamy Rakotoarivelo, chef de la délégation. Les trois mouvances s'en remettent à la pression internationale pour modifier la donne. Il est reproché à Marc Ravalomanana de prendre des positions ambiguës et de tenter de mettre en contradiction Joaquim Chissano et Leonardo Simão. Le président déchu exige désormais de nouvelles négociations entre les 4 chefs de file en territoire malgache, il a écrit en ce sens au Dr Simão. Les conditions du retour de l'ex-président compteront parmi les points restant à trancher, de même que la question ultra-sensible de l'amnistie. La reconnaissance internationale devra attendre la validation de l'accord final par la Sadc puis par l'UA. Selon la mouvance Zafy, des divergences existent encore au sein de la communauté internationale, en dépit d'une unité de façade.

◆ **Didier Ratsiraka interdit de retour au pays.** Les autorités ont émis un « *notam* » à l'endroit de l'ancien président et de ses proches en exil. Il ne pourra donc pas présenter ses propositions de sortie de crise qu'il affirme être de nature à sortir le pays de l'impasse et qu'il se refuse à communiquer aux médiateurs.

◆ **Andry Rajoelina reprend l'initiative pour exiger un bouclage rapide de la feuille de route et lance un ultimatum à la médiation.** Il annonce une réunion des partis politiques destinée à préparer les prochaines élections, qu'il compte organiser avec ou sans feuille de route. La dernière version en circulation pourrait être signée à cette occasion, en dépit du fait qu'elle n'est que provisoire. Les adhésions à la version de la feuille de route revisitée par Joachim Chissano se multiplient. Une soixantaine de membres du Congrès l'ont signée pour exprimer leur impatience, et 8 sur 11 des principales formations politiques consultées ont pris l'engagement de le faire. La HAT considère que désormais le seuil d'inclusivité est atteint et les récalcitrants sont invités à basculer officiellement dans l'opposition. La question est cependant de savoir ce que représentent ces partis qui vont apposer leur signature : « *Les partis politiques, c'est comme l'armée à Madagascar. Il y a trop de gradés par rapport au nombre de soldats, comme il y a trop de partis par rapport à la population* », écrit Sobika. Marc Ravalomanana met lui aussi en cause la représentativité des nouveaux partis qui se disent prêts à signer. La mouvance Zafy compte participer à cette rencontre pour proposer une version alternative de sortie de crise.

◆ **La Transition redoute un retournement de l'opinion.** « *Ce mouvement de foule à Ivato constitue, sans conteste, une véritable sonnette d'alarme pour le régime de Transition* », écrit le quotidien *La Vérité*,

étonnement critique vis-à-vis du régime. Nombre de ses supporters de la première heure s'en sont éloignés. La flambée des prix des PPN et les difficultés d'approvisionnement font redouter une explosion sociale. L'affluence à l'aéroport serait due à la situation économique et sociale qui s'est sérieusement dégradée depuis deux ans. Marc Ravalomanana serait en train de capitaliser le mécontentement de la population.

◆ **La visite du ministre français de la Coopération consacre l'appui de la France à la feuille de route.** Il déclare avoir constaté « *un très large consensus qui pourrait se dégager des dernières propositions* ». Le ministre souligne que la solution doit être acceptée « *par tout le monde, si possible, ou, à défaut, par le plus grand nombre* ». Le ministre n'a pas touché mot de la probable candidature d'Andry Rajoelina aux présidentielles (en dépit du souhait de la communauté internationale qu'il y renonce), ni du cas de Marc Ravalomanana. Henri de Raincourt s'est engagé à plaider auprès de Bruxelles la cause de Madagascar. Le ministre n'a pas pu rencontrer Leonardo Simão, dont le retour à Madagascar avait été différé.

## Droits humains, gouvernance

◆ **L'UE rénove 6 prisons dans le Sud** avec le concours d'une association chrétienne. Des établissements surpeuplés, un personnel peu qualifié, des infrastructures insuffisantes, et un manque général de moyens et de matériel ont créé des conditions difficiles où l'insécurité constitue un problème majeur.

◆ **Le rapatriement des travailleuses malgaches au Liban reste en point d'interrogation.** 650 femmes ont déposé une demande de retour, la situation est bloquée et semble s'aggraver. Une centaine de femmes sont réfugiées au consulat et à la maison de Caritas. Parmi elles, une quarantaine sont sans papiers. Des émissaires malgaches tentent de négocier avec la justice libanaise. La date du rapatriement n'est pas fixée. Par ailleurs, 10 travailleuses sont rentrées du Koweït. Elles se plaignent de maltraitance.

◆ **Baromètre des médias : la profession de journaliste n'est pas sécurisée,** a souligné un intervenant lors de la présentation des résultats du « *baromètre 2010 des médias malgaches* » élaboré à l'initiative de la fondation Friedrich Ebert Stiftung. Du fait de la crise politique, les médias sont entre le marteau et l'enclume : l'importance d'informer librement, d'un côté, et la nécessité de protéger le libre exercice du métier, de l'autre. Ces deux dernières années, les journalistes ont fait face à de nombreux obstacles en exerçant leur métier. Notamment, les problèmes liés à l'autocensure, à l'atteinte à la liberté d'informer, à la dégradation des conditions de travail et des relations entre journalistes qui sont devenus acteurs de la crise ou qui créent des rivalités entre eux, au fanatisme et au journalisme partisan, à la non-promulgation du code de la Communication. Néanmoins, la crise a apporté quelques changements positifs (création de nouveaux organes de presse, la généralisation de l'usage de l'Internet, de la presse en ligne, des forums, des blogs )

◆ **La radio pirate « Feon' ny Gasy » localisée et démantelée.** Outre « *l'incitation à la haine et au tribalisme* », elle brouille des stations autorisées. L'opération entre dans le cadre de l'« *assainissement du paysage audiovisuel* ». Un comité est chargé d'exécuter les mises en demeure du 24 août 2010. Selon les autorités, « *des mesures seront prises contre les stations qui diffusent sans autorisation, ainsi que celles qui diffuseront des fausses nouvelles. Nous devons jeter un œil sur les contenus des émissions dans la presse audiovisuelle et sur la conformité de certaines presses écrites* ». 7 personnes ont été arrêtées, dont plusieurs ex-députés Tim. D'autres personnes sont recherchées, dont 2 anciens députés de la capitale. Les prévenus auraient préparé « *un coup* » à l'occasion de retour de Marc Ravalomanana. Un « *message de haine et de xénophobie à l'encontre des français et des indo-pakistanaï* », a été diffusé ce jour-là. Le patron des FIS se montre menaçant et annonce d'autres interpellations, dans les milieux politiques et religieux. La résidence de l'ancien président a été perquisitionnée. Les matériels saisis appartiennent à l'ancienne radio MBS, propriété de Marc Ravalomanana. La radio pirate avait émis depuis un orphelinat de l'église protestante Fjkm, preuve pour certains que les églises protestantes sont impliquées.

◆ **Les Verts réclament la réouverture des stations audiovisuelles que la Transition a fermées,** dont sa *Radio Fototra*, ainsi qu'une représentation équitable de toutes les tendances sur les chaînes nationales.

◆ **La peste fait 18 victimes en quelques jours dans diverses localités.** Le changement climatique et l'hygiène précaire sont à l'origine de cette épidémie. La peste touche des régions jusqu'ici épargnées.

## Economie - Divers

◆ **Du riz à 900 Ar sur le marché.** Andry Rajoelina s'est rendu à Toamasina pour réceptionner une première cargaison de 20.000 tonnes de riz en provenance de Birmanie. Il devrait être vendu à prix réduit durant 3 mois sur tout le territoire. Afin de barrer la route aux spéculateurs et aux trafiquants, la quantité attribuée à chaque ménage sera rationnée et des contrôles stricts seront réalisés.

◆ **Cyclone Bingiza :** 10 régions ont été gravement touchées. Bilan provisoire : 22 décès, 8 disparus, 64 blessés, plus de 100.000 sinistrés, dont 24.000 sans abris. 351 infrastructures de base ont été endommagées. Un Transall de l'armée française a été envoyé en appui aux secours depuis La Réunion. L'Usaid débloque 85 millions de dollars.

◆ **Une vedette transportant 2 pirates somaliens ainsi que 4 otages a accosté à Antsiranana.** Ces « *émissaires* » avaient pour mission de négocier des vivres et du carburant avec les autorités. Les pirates les y tiennent retenus une vingtaine de prisonniers. Le navire a été capturé le 31 octobre.